

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
49e séance
tenue le
lundi 20 novembre 1989
à 18 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 49e SEANCE

Président : M. KABORE (Burkina Faso)

SOMMAIRE

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION
POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (suite)

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A
L'EGARD DES FEMMES (suite)

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION
DE LA FEMME D'ICI A L'AN 2000 (suite)

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE
DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES
DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES (suite)

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES
REFUGIES (suite)

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION
DE LA FEMME D'ICI A L'AN 2000 (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.3/44/SR.49
6 décembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 18 h 20.

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (suite) (A/C.3/44/L.25)

Projet de résolution A/C.3/44/L.25

1. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.25 a été présenté à la 36e séance par le représentant de l'Argentine au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints le Samoa, la Turquie et Vanuatu. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.
2. M. TANKOANO (Niger) dit que sa délégation voudrait se joindre aux auteurs du projet de résolution.
3. Le projet de résolution A/C.3/44/L.25 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.
4. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé l'examen du point 94 de l'ordre du jour.

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES (suite) (A/C.3/44/L.29 et L.40)

Projet de résolution A/C.3/44/L.29

5. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.29 a été présenté à la 36e séance par le représentant du Danemark au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints le Bangladesh, le Guatemala, le Myanmar, la Pologne, le Suriname et le Viet Nam. L'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution fait l'objet du document A/C.3/44/L.40.
6. Mlle KAMAL (Secrétaire du Comité) annonce que Vanuatu s'est également joint aux auteurs du projet de résolution.
7. Le projet de résolution A/C.3/44/L.29 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.
8. Le PRESIDENT annonce que le Comité a achevé l'examen du point 103 de l'ordre du jour.

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME D'ICI A L'AN 2000 (suite) (A/C.3/44/L.26, L.27, L.28, L.30 et L.31)

Projet de résolution A/C.3/44/L.26

9. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.26 a été présenté à la 36e séance par le représentant de l'Inde au nom des membres du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme qui en sont les principaux auteurs. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

10. Le projet de résolution A/C.3/44/L.26 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/44/L.27

11. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.27 a été présenté à la 36e séance par le représentant des Etats-Unis d'Amérique au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints les Bahamas, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Guatemala, le Kenya, le Myanmar, le Samoa, le Suriname, la Thaïlande et l'Uruguay. Il a été informé que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme; le Bangladesh, El Salvador, l'Irlande, le Pérou, la République dominicaine, la RSS de Biélorussie, Singapour, la Turquie, l'URSS et Vanuatu se sont également joints aux auteurs.

12. A la 36e séance, la représentante des Etats-Unis a révisé oralement le projet de résolution : a) en remplaçant au paragraphe 1 du projet de résolution, dans la version anglaise, le mot "increase" avant les mots "his efforts" par le mot "intensify" et en ajoutant le mot "employées" après l'expression "le nombre des femmes"; b) en ajoutant à la fin du même paragraphe le membre de phrase "conformément au paragraphe 3 de la résolution 40/258 B de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1985"; c) en remplaçant au paragraphe 5 les mots "un programme détaillé" par les mots "les grandes lignes d'un programme" avant le membre de phrase "pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat".

13. Mme McLENNAN (Etats-Unis d'Amérique) souhaite apporter au projet de résolution A/C.3/44/L.27 quelques modifications mineures à la lumière des consultations officieuses qu'elle a tenues avec d'autres délégations. Au dernier alinéa du préambule, les mots "au 16 octobre 1989" seraient insérés après l'expression "composition du Secrétariat". Au paragraphe 1, l'expression "compte tenu de" serait remplacée par l'expression "en pleine conformité de" et les mots "l'Article 8 et l'Article 97" seraient insérés après "Article 101". Les mots "sous réserve des dispositions de l'Article 101" seraient ajoutés à la fin du paragraphe 2. Au paragraphe 3, la partie du texte commençant par les mots "des préoccupations" et se terminant par les mots "ainsi que" serait modifiée comme suit : "... du souci de la Commission de la condition de la femme et du Conseil économique et social, que, dans le cadre des contraintes budgétaires, la réalisation de l'objectif consistant à remédier à la sous-représentation des femmes au Secrétariat ne soit pas entravée, en particulier en ce qui concerne les postes de direction, pas plus que ...". Enfin, à la première ligne du cinquième paragraphe, le membre de phrase "l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire de ses organes compétents, notamment" serait inséré après les mots "présenter à". Ces amendements visent seulement à préciser le texte qui, il faut l'espérer, sera adopté par consensus.

14. Mme WARZAZI (Maroc) dit que le projet de résolution devrait mentionner tout d'abord l'Article 8 de la Charte dont les dispositions sont particulièrement applicables à l'objectif visant à améliorer la situation de femmes au Secrétariat. Elle juge l'Article 101 également très pertinent mais elle ne voit pas la nécessité de mentionner l'Article 97. En tout état de cause, le texte est acceptable tel qu'il est et semble affaibli par les modifications qui viennent d'être proposées, lesquelles doivent être examinées attentivement. En particulier, la formulation révisée du paragraphe 3 semble accrédi ter l'idée du caractère permanent des contraintes budgétaires.

15. Mme ARUNGU-OLENDE (Kenya) a des doutes sur les révisions proposées et aimerait avoir le temps d'en examiner les incidences.

16. Mme BELLA NGOMBA (Cameroun) appuyée par Mme VASSILIOU (Grèce) fait valoir que le projet de résolution a déjà fait l'objet d'un examen approfondi et prie instamment la Commission de se prononcer sans tarder.

17. Mme ARUNGU-OLENDE (Kenya) dit qu'il n'est pas dans l'intention de sa délégation de retarder les travaux de la Commission. Celle-ci pourrait prendre une décision sans procéder à un vote sur la base des révisions proposées, auquel cas sa délégation se retirerait de la liste des auteurs du projet de résolution.

18. Le PRESIDENT propose de différer l'examen du projet de résolution A/C.3/44/L.27 afin de permettre aux auteurs de tenir d'autres consultations officieuses.

19. Il en est ainsi décidé.

Projet de résolution A/C.3/44/L.28

20. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.28 a été présenté par le représentant de la République dominicaine au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints l'Equateur, le Guatemala, le Paraguay, le Samoa et le Suriname. Le représentant de la République dominicaine a également révisé le paragraphe 2 du projet de résolution en insérant après le membre de phrase "et que les résultats en soient communiqués à la Commission de la condition de la femme" les mots "au titre du thème prioritaire du développement". Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

21. Le projet de résolution A/C.3/44/L.28, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

Projet de résolution A/C.3/44/L.30

22. Le PRESIDENT dit que le projet de résolution A/C.3/44/L.30 a été présenté à la 36e séance par la Malaisie au nom du Groupe des 77. En présentant le projet de résolution, le représentant de la Malaisie a révisé le paragraphe 16 du projet de résolution en remplaçant aux huitième et dixième lignes "1992" et "1993" respectivement par "1993" et "1994".

23. M. RASTAM (Malaisie), parlant au nom du Groupe des 77, dit que les auteurs souhaitent apporter de nouvelles modifications au projet de résolution. Le membre de phrase "Réaffirme également le rôle central de la Commission de la condition de la femme en ce qui concerne la promotion de la femme et demande à celle-ci", serait inséré au début du paragraphe 5 afin de reprendre la formulation du paragraphe 4 de la résolution 43/101 de l'Assemblée générale qui a été adopté par consensus. Le membre de phrase "à financer au moyen de ressources existantes, de contributions volontaires et autres ressources" serait ajouté à la fin du paragraphe 13. Ces révisions sont le fruit de consultations officielles entre toutes les parties concernées. La délégation malaisienne espère que le projet de résolution sera adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

24. Mme WARZAZI (Maroc) dit que sa délégation ne s'est ralliée à la nouvelle formulation du paragraphe 13 qu'après avoir reçu l'assurance que les ressources en question existent réellement.

25. Le PRESIDENT dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

26. Le projet de résolution A/C.3/44/L.30, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans vote.

27. Mme HELKE (Royaume-Uni) dit que sa délégation était disposée à se joindre au consensus sur le projet de résolution. Cependant, le paragraphe 2 lui pose quelques problèmes techniques parce qu'il semble aller à l'encontre des dispositions régissant la planification des programmes en cherchant apparemment à empiéter sur les prérogatives du Secrétaire général en matière de présentation du plan à moyen terme. En ce qui concerne le paragraphe 8, il importe de tenir compte de la nécessité d'appliquer intégralement la résolution 40/243 de l'Assemblée générale sur le plan des conférences. Enfin, sa délégation espère que le Secrétaire général interprétera les paragraphes 17 et 18 à la lumière des dispositions de la Charte concernant la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

Projet de résolution A/C.3/44/L.31

28. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.31 a été présenté à la 36e séance par le représentant du Maroc, au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints le Bénin, le Congo, le Costa Rica, le Danemark, l'Equateur, la Finlande, le Gabon, le Guatemala, l'Islande, la Norvège, le Samoa, le Sénégal, la Suède, le Suriname et Vanuatu. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

29. Mme WARZAZI (Maroc) dit qu'il faudrait ajouter les mots "à tous les niveaux" à la fin du paragraphe 2 b) du projet de résolution.

30. Mme ASHTON (Bolivie), Mme MIGNOTT (Jamaïque), M. TANKOANO (Niger) et M. LEMINE (Mauritanie) demandent que leurs pays soient ajoutés à la liste des auteurs du projet de résolution.

31. Le projet de résolution A/C.3/44/L.31, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES (suite) (A/C.3/44/L.37, L.38, L.39 et L.43)

Projet de résolution A/C.3/44/L.37

32. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.37 a été présenté par le représentant de l'Australie au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints l'Argentine, la Finlande, le Sénégal et Vanuatu.

33. Mlle KAMAL (Secrétaire de la Commission) note qu'au paragraphe 8 du projet de résolution il est demandé au Secrétaire général d'entreprendre certaines activités d'information et qu'au paragraphe 11 l'Assemblée souligne la nécessité d'une coopération étroite entre le Centre pour les droits de l'homme et le Département de l'information, notamment dans la réalisation des objectifs fixés pour la Campagne mondiale. Les engagements de dépenses du Département de l'information au titre du chapitre 27 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 dans le domaine des droits de l'homme seront modifiés afin de permettre au Département de mieux s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées dans le cadre de la Campagne mondiale. On n'aura pas besoin de ressources financières supplémentaires.

34. Mme ASHTON (Bolivie) et Mme MAUALA (Samoa) demandent que leurs pays soient ajoutés à la liste des auteurs du projet de résolution.

35. Le projet de résolution A/C.3/44/L.37 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/44/L.38

36. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.38 a été présenté à la 43e séance par le représentant de la Yougoslavie au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints le Bangladesh, le Myanmar, la Roumanie, le Suriname, Vanuatu et le Viet Nam. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

37. M. WALLDROP (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation ne s'associera pas à la décision que la Commission prendra sur le projet de résolution.

38. Le projet de résolution A/C.3/44/L.38 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

39. M. ITO (Japon) dit que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution. Cependant, la position de longue date de son gouvernement sur le droit au développement demeure inchangée. A la quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme, sa délégation a exprimé clairement sa position sur l'importante différence à observer entre la notion du droit au développement et les droits de l'homme.

40. M. FULDA (République fédérale d'Allemagne) se félicite du débat sur le droit au développement, débat qui s'impose si l'on veut parvenir à un accord sur la question. Des ambiguïtés subsistent encore à cet égard étant donné que le droit au développement ne constitue pas un principe ayant un caractère contraignant sur le plan international et que les bénéficiaires de ce droit ne sont pas clairement définis. Tout en maintenant les positions juridiques qu'elle a adoptées précédemment sur la question, la délégation de la République fédérale d'Allemagne demeure disposée à participer à la recherche d'un consensus et espère que la résolution que vient d'adopter la Commission enrichira le débat sur la question, débat auquel elle espère apporter une contribution constructive.

Projet de résolution A/C.3/44/L.39

41. Le PRESIDENT rappelle que le projet de résolution A/C.3/44/L.39 a été présenté à la 43e séance par le représentant de Cuba au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints l'Afghanistan, le Guyana, le Mozambique, la République arabe syrienne, Vanuatu et la Zambie. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

42. Mme MBELLA NGOMBA (Cameroun) dit que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution.

43. M. BRETHES (France), prenant la parole au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne pour expliquer leur vote, dit que les Douze attachent la plus grande importance à la poursuite de méthodes et moyens dans le cadre des Nations Unies d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont par ailleurs pleinement conscients de l'importance de certaines questions évoquées dans le projet de résolution A/C.3/44/L.39, tout particulièrement les problèmes économiques auxquels sont confrontés les pays en développement. Ils doutent cependant que le projet de résolution ainsi que la plupart des résolutions auxquelles il se réfère contribuent à la réalisation des objectifs mentionnés dans le titre du projet. Ils regrettent la tendance qui consiste à fausser le concept des droits de l'homme en privilégiant son approche collective alors que ces droits sont en fait des droits individuels. Ce concept porte également préjudice à d'autres catégories de droits. Les Douze ne peuvent accepter un langage qui laisse entendre qu'il existe des conditions préalables à la pleine jouissance des droits de l'homme. Il y a également une grave lacune dans ce projet de résolution : l'absence d'une reconnaissance explicite du fait que toutes les violations des droits de l'homme, où qu'elles se produisent, sont une préoccupation légitime de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale. Pour ces raisons les Douze s'abstiendront lors du vote sur le projet de résolution A/C.3/44/L.39.

44. Sur la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/44/L.39.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie.

45. Par 113 voix contre une, avec 25 abstentions, le projet de résolution A/C.3/44/L.39 est adopté.

46. M. DUHS (Suède), prenant la parole au nom des pays nordiques pour expliquer leur vote, dit qu'il existe une tendance regrettable à étendre le concept des droits de l'homme aux droits qui relèvent des Etats. Les droits et obligations des Etats dans leurs relations réciproques ne doivent pas être classés dans la catégorie des droits de l'homme. La résolution 32/130 de l'Assemblée générale a marqué un progrès déclarant que tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants et que tous doivent faire l'objet d'une égale attention. Les pays nordiques sont favorables à cette

(M. Duhs, Suède)

approche. Néanmoins, le concept de droits de l'homme a progressivement évolué et les pays et les délégations nordiques ne peuvent accepter l'utilisation de l'expression "droit de l'homme des peuples" ou le concept selon lequel un certain degré de développement ou l'instauration d'un nouvel ordre économique international est une condition préalable à la pleine jouissance des droits de l'homme.

47. Mme COOMBES (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation, qui est fermement attachée au renforcement des droits de l'homme et des libertés fondamentales et reconnaît le rôle que joue le développement dans la réalisation de ces droits, a voté en faveur du projet de résolution. Elle a cependant des réserves au sujet du paragraphe 16, et estime prématuré d'y mentionner le contenu de la Déclaration sur le droit au développement et la nécessité de l'appliquer. Le vingt-deuxième alinéa du préambule mentionne certains paragraphes de la Déclaration économique de la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés. Pour la délégation néo-zélandaise, cette référence témoigne de l'engagement du mouvement en faveur de la relance de l'économie mondiale, en particulier en ce qui concerne les pays en développement. Les vues de la Nouvelle-Zélande sur cette question sont bien connues. Aussi la délégation néo-zélandaise s'est-elle sentie particulièrement encouragée par la teneur des discussions qui se déroulent actuellement dans d'autres instances au cours de la présente session de l'Assemblée générale et qui devraient aboutir à la convocation d'une session extraordinaire consacrée à la coopération économique internationale. Enfin, s'agissant de la mention de la résolution 1989/45 de la Commission des droits de l'homme au vingt-quatrième alinéa du préambule, la Nouvelle-Zélande indique que, si elle avait été membre de la Commission, elle n'aurait pas appuyé ladite résolution et elle formule donc des réserves à ce sujet.

48. M. ITO (Japon) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution parce que celui-ci contient des éléments que le Japon ne peut appuyer. La paix et la sécurité internationales et d'autres facteurs externes mentionnés dans la résolution ne sauraient être des conditions préalables à la jouissance des droits de l'homme. Sa délégation a également des réserves au sujet du concept du droit au développement.

Projet de résolution A/C.3/44/L.43

49. Le PRESIDENT dit que le Cameroun, le Costa Rica, le Maroc, le Nigéria, le Sénégal, la République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine se sont joints aux auteurs initiaux du projet de résolution A/C.3/44/L.43 qui a été présenté par le représentant de l'Inde. Le projet de résolution n'entraîne aucune incidence sur le budget-programme.

50. Le projet de résolution A/C.3/44/L.43 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

51. M. ITO (Japon) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution sous réserve que le rapport demandé au Secrétaire général au paragraphe 8 soit établi dans les limites des ressources existantes.

52. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé l'examen du point 96 de l'ordre du jour.

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (suite) (A/C.3/44/L.63, L.67, L.68 et L.69)

Projet de résolution A/C.3/44/L.63

53. M. RALEBITSO (Lesotho), présentant le projet de résolution A/C.3/44/L.63 au nom du groupe des Etats d'Afrique, dit que le nombre sans cesse croissant de personnes déplacées dans leur propre pays, ainsi que celui de personnes obligées, de par les conditions qui règnent dans leur propre pays, de rechercher sécurité et asile dans des pays étrangers, est source de préoccupation. Bon nombre de situations qui engendrent des courants de réfugiés et des déplacements accrus de personnes dans leur propre pays exigent des solutions politiques qui s'attaquent à leur cause profonde, telles par exemple les souffrances de la population d'Afrique australe provoquées par l'apartheid et les politiques de déstabilisation du régime de Pretoria. Les auteurs soulignent la nécessité pour la communauté internationale d'apporter d'urgence une assistance maximale et concertée aux pays d'Afrique australe où se trouvent des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées. Ils sont profondément préoccupés par la crise budgétaire à laquelle est confronté le HCR et soulignent la nécessité de rechercher des ressources supplémentaires auprès de donateurs nouveaux et traditionnels. Ils espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus.

Projet de résolution A/C.3/44/L.67

54. Mme MATTILA (Finlande), présentant le projet de résolution A/C.3/44/L.67 au nom des auteurs, dit que Chypre, le Nicaragua, la Somalie et le Soudan se sont joints aux auteurs du projet. Le projet de résolution suit dans ses grandes lignes la résolution 43/117 de l'Assemblée générale qui a été adoptée par consensus par la Troisième Commission et l'Assemblée. Il souligne l'importance fondamentale que revêt la fonction de protection du Haut Commissariat et invite tous les gouvernements à coopérer avec celui-ci à l'accomplissement de cette tâche. Le projet de résolution reconnaît que le rapatriement ou le retour volontaires restent la solution la plus souhaitable aux problèmes des réfugiés et personnes déplacées et note les travaux accomplis par le Haut Commissariat pour concrétiser le principe de l'assistance aux réfugiés rapatriés axé sur le développement. Un nouvel élément du projet de résolution est l'expression de la profonde inquiétude de l'Assemblée générale devant la crise financière sans précédent à laquelle est confronté le Haut Commissariat. Le projet de résolution invite tous les gouvernements à apporter des contributions au programme du Haut Commissaire et à aider celui-ci à obtenir des ressources additionnelles, non seulement de sources gouvernementales traditionnelles, mais aussi d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répartir plus équitablement les charges entre donateurs. Les auteurs espèrent que, comme les années précédentes, le projet de résolution sera adopté par consensus.

Projet de résolution A/C.3/44/L.68

55. M. PIBULSONGGRAM (Thaïlande), présentant le projet de résolution A/C.3/44/L.68 au nom des auteurs, dit que le Soudan s'est joint à ces derniers. Il note que des progrès importants ont été faits à la Conférence internationale sur les réfugiés indochinois tenue à Genève en juin 1989 et souligne que le Plan d'action global a été adopté comme un ensemble de mesures et qu'il devrait être appliqué de manière équilibrée et en totalité comme le souligne le projet de résolution.

Projet de résolution A/C.3/44/L.69

56. Mme MISHAAN (Guatemala), présentant le projet de résolution A/C.3/44/L.69 au nom des auteurs, dit qu'il est également parrainé par le Belize, la Bolivie et l'Espagne. Le projet de résolution met l'accent sur la nécessité de faire des efforts concertés en vue de trouver des solutions durables au problème des réfugiés d'Amérique centrale, ainsi que de préserver le caractère humanitaire et apolitique de l'assistance accordée aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées. Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME D'ICI A L'AN 2000 (suite) (A/C.3/44/L.27)

Projet de résolution A/C.3/44/L.27

57. Mme McLENNAN (Etats-Unis d'Amérique) annonce qu'à la suite de consultations officieuses, les auteurs ont accepté de conserver le projet de résolution tel qu'il a été révisé oralement. Elle espère qu'il sera maintenant adopté par consensus.

58. Mme HELKE (Royaume-Uni) dit que les problèmes que pose le projet de résolution à sa délégation sont de caractère juridique et concernent les prérogatives du Secrétaire général, les dispositions de la Charte relatives à l'égalité des sexes ou des races, et le rôle des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la responsabilité de la Cinquième Commission en matière de recrutement du personnel du Secrétariat. Le projet de résolution dont est saisie la Commission donne une impression fautive en se référant seulement aux femmes qui occupent des postes de rang supérieur au Secrétariat. Il n'est pas surprenant que la répartition actuelle par sexe des postes de la classe D-1 et des classes supérieures reflète le mode de recrutement et les conceptions sociales d'années antérieures. Pas plus qu'il n'est déraisonnable de reconnaître que le recrutement de nouveaux fonctionnaires ne peut se faire qu'à un rythme compatible avec les ressources disponibles.

59. Sa délégation note dans le rapport pertinent du Secrétaire général sur les questions relatives au personnel (A/C.5/44/17) que le pourcentage de femmes dans la catégorie des administrateurs est maintenant de 13,5 % à la classe P-5, 24,5 % à la classe P-4, 40,3 % à la classe P-3, 44,9 % à la classe P-2 et 58,6 % à la classe P-1. Le rapport est également examiné à la Cinquième Commission au titre du point 130 de l'ordre du jour. A cet égard, sa délégation se réfère à la

(Mme Helke, Royaume-Uni)

déclaration que le Sous-Secrétaire général du Bureau de la gestion des ressources humaines a faite devant la Cinquième Commission le 17 novembre 1989, et dans laquelle il a signalé une augmentation de 27,2 % du nombre de postes soumis à la répartition géographique occupés par des femmes tout en ajoutant que, si l'on voulait atteindre l'objectif de 30 % d'ici à la fin de 1990, les Etats Membres devraient s'abstenir de présenter des candidatures masculines. La délégation du Royaume-Uni doute qu'aucun Etat Membre soit en mesure d'accéder à cette demande. Tout Etat Membre a le droit de désigner les candidats qu'il considère les plus qualifiés et le Gouvernement du Royaume-Uni ne sera pas en mesure de faire droit à cette demande, qui contrevient à l'évidence à la législation relative à l'égalité des chances ainsi qu'aux principes énoncés dans la Charte. La délégation du Royaume-Uni veut espérer que, lorsqu'il procédera aux nominations en 1990, le Secrétaire général se conformera scrupuleusement à ces dispositions, conformément à ses prérogatives. A condition que le Secrétaire général applique la résolution dans son ensemble en stricte conformité de la Charte et sous réserve des dispositions de celle-ci, la délégation du Royaume-Uni ne s'opposera pas à ce que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix.

60. M. RALEBITSO (Lesotho) dit que sa délégation, tout en ne s'opposant pas à l'adoption du projet de résolution par consensus, a certaines réserves concernant le paragraphe 3 du dispositif tel qu'il a été oralement modifié. La délégation du Lesotho aurait préféré le libellé original, essentiellement parce que, sous sa forme révisée, le projet de résolution admet le fait que l'Organisation des Nations Unies est soumise à certaines contraintes budgétaires, qui à leur tour entraveront la réalisation des objectifs qui y sont énoncés. La délégation du Lesotho propose de remplacer l'expression "dans le cadre de" placée avant les mots "contraintes budgétaires" à la deuxième ligne du paragraphe 3 par le mot "malgré".

61. Mme McLENNAN (Etats-Unis d'Amérique) souligne que tous les auteurs du projet de résolution ont accepté le texte révisé après de longues, dures, et parfois fastidieuses, négociations. Si l'on apporte de nouveaux changements, il ne sera peut-être plus possible d'adopter le projet de résolution par consensus.

62. M. RALEBITSO (Lesotho) réaffirme qu'il n'a pas l'intention d'empêcher l'adoption du projet de résolution par consensus et demande que ses réserves soient consignées dans le compte rendu analytique.

63. Le projet de résolution A/C.3/44/L.27, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

64. M. VAN WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas) dit que l'augmentation du nombre de femmes de la catégorie des administrateurs, en particulier aux postes de direction, est considérée comme une question hautement prioritaire par sa délégation. Néanmoins, la délégation néerlandaise n'est pas satisfaite du libellé de la résolution qui, à son avis relève de la Cinquième Commission, laquelle est chargée des questions de personnel.

65. Mme MISHAAN (Guatemala) dit que son pays souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution et se félicite de son adoption par consensus.

66. M. ITO (Japon) dit que sa délégation appuie pleinement l'objectif de la résolution, qui vise à rehausser le statut des femmes non seulement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies mais également aux niveaux international, national et régional. Elle estime néanmoins que la question dont traite la résolution est également traitée à la Cinquième Commission si bien que les travaux des deux commissions font double emploi. M. Ito exprime l'espoir que des efforts seront faits à la présente session pour assurer la concordance entre cette résolution et toute résolution adoptée par la Cinquième Commission sur la question. La délégation japonaise estime aussi que la promotion des femmes au Secrétariat doit se faire dans le cadre des réformes de structure du Secrétariat sur la base du rapport du Groupe des Dix-Huit et des autres résolutions pertinentes.

67. Mme WARZAZI (Maroc) s'associe aux réserves exprimées par le représentant du Lesotho au sujet du paragraphe 3 de la résolution.

La séance est levée à 20 h 20.